



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://fr.ufpweb.org/spip.php?article145>

GUN

Un gouvernement de large union nationale et la démocratie s'opposent-ils ?

- Opinions -



Date de mise en ligne : mardi 10 avril 2007

Union des Forces de Progrès

Après le deuxième tour de l'élection présidentielle du 25 mars 2007 et suite à la victoire de Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallah, la proposition d'un gouvernement de large union nationale qui figurait déjà dans le programme du candidat de l'UFP Mohamed Ould Mouloud, semble susciter un débat et des questionnements dans le paysage politique mauritanien, notamment sur sa nécessité ou sur le danger qu'elle pourrait présenter pour la démocratie. Ce concept de gouvernement de large union nationale qui est en ce moment présenté sous forme de moutures diverses par la presse mériterait d'être explicité pour mieux comprendre si le contexte actuel de notre pays serait favorable et s'y apprêterait à son instauration. Avant d'aborder cet aspect, il me semble important de signaler que si la perception faite de la « Démocratie » se limite comme simple abstraction juridico-philosophique alors il est évident que le monde entier peut y souscrire d'autant plus facilement qu'elle est précisément une simple abstraction dénuée de tout contexte réel, ce n'est donc qu'un simple spectre, même décoré de ses plus belles parures terminologiques. Ce qui me semble important est de comprendre que le « mystère » de la démocratie vient aussi de ce que toute nation et en toute époque définit pour elle-même, le contenu de ses principes démocratiques, à tel point qu'il est facile et aisé de constater qu'ils ne sont inscrits nulle part dans ce monde dans une table en bronze. La tentation de ne voir la démocratie que sous l'angle d'une majorité qui gouverne et d'une opposition qui s'oppose me semble très réductrice et simpliste, même en faisant l'effort d'y associer : une opposition intelligente et constructive, ou tout autre adjectif décoratif. Avant 25 août 2005, il y avait bien une majorité qui gouvernait et une opposition qui s'oppose est-ce pour autant nous mauritaniens, sommes-nous fiers de ce passé pas si lointain ? Une assemblée qui disposerait d'une majorité mécanique « qui ailleurs fait ses preuves par le passé » et qui serait une chambre d'enregistrement, qui pourrait voter n'importe quelles lois y compris celles qui mettraient en cause la souveraineté nationale (l'affaire woodside est un exemple) ou des lois qui amnistieraient les crimes de toutes sortes (les détournements, de corruptions ou même les crimes de sang), est-il synonyme d'une démocratie digne de ce nom ? Si l'objectif est d'en finir avec ce type de démocratie, de mettre notre pays sur les rails de l'histoire et de créer les conditions pour construire une nation viable, nous devons nous hisser à la hauteur des enjeux. Aujourd'hui tout le monde en convient, y compris ailleurs certains de ceux qui ont participé à la gestion du pays pendant ces dernières décennies, que la Mauritanie est un pays fragilisée et malade par ces années de dictatures et qu'il est confronté à des difficultés multidimensionnelles aussi bien sur le plan économique, social qu'humain. Il n'y a aucun doute aujourd'hui, si des solutions urgentes ne sont pas trouvées et qui soient la hauteur de ces difficultés, alors le pire est à craindre. Notre pays a besoin de tourner la page de ce passé sombre, il a donc besoin d'un consensus national sur des dossiers graves et très sensibles. Notre pays a besoin également d'asseoir les bases d'un Etat de droit et d'une véritable démocratie apaisée. Il est clair aussi que les rapports entre les principaux acteurs politiques, hérités du système précédents sont tels, pour créer une situation favorable à la réalisation de ces objectifs il est nécessaire que chacun (ceux qui sont favorables au changement) se sente associé et engagé. De plus il est nécessaire que la gestion de ces dossiers se fasse en commun et acquière l'assentiment général. Pour un pays comme le notre, la formule adaptée qui permettrait que les principaux courants d'opinion se retrouvent pour une gestion commune, est ce que nous avons appelé un gouvernement de large union nationale. C'est l'ultime phase pour une transition démocratique et qui représente une étape indispensable dans cas de la Mauritanie. Une fois ces problèmes réglés nous aurons ainsi créé les conditions pour une compétition politique positive sur des bases saines et où une majorité pourra gouverner et une opposition s'opposer démocratiquement. Ce concept de gouvernement de large union nationale est d'ailleurs à l'ordre du jour même dans des nations dites de vieilles démocraties qui sont confrontées à des crises économiques et sociales. L'Allemagne par exemple l'a adapté à sa situation particulière et même en France, ce concept semble avoir de plus en plus de partisans, au moins dans cette période de campagnes électorales. C'est dire que cette proposition du candidat de l'UFP Mohamed Ould Maouloud n'est dictée que par la situation concrète du moment dans notre pays, elle n'a aucune autre arrière pensée, elle est plutôt fondée sur un esprit patriotique sans ambiguïté. Dans la situation actuelle le seul maître du jeu est le président élu Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallah, il a manifesté à plusieurs reprises son désir d'associer l'essentiel des courants d'opinion à la gestion des affaires du pays, mais selon la presse, ses alliés El Mithaq semblent refuser cette possibilité, alors pourront-ils peser sur son choix ? Les prochains jours nous éclairerons d'avantage. Maréga Baba /

France